

C'EST À DIRE

# Rushdie, an III

L'indignation se soulève et retombe comme une vague. Mais sur la plage, la «fatwa» demeure.

Par Jean-Bernard Vuillème

Le temps nous file entre les doigts comme le sable sur la plage. Au rythme de nos émois médiatiques, nos châteaux-forts n'en finissent pas d'être soufflés par de nouvelles tempêtes. Ainsi vivons-nous de mirages et d'illusions que nous avons chaque fois le tort de prendre pour des oasis de vérité dans le désert des principes. Que pèse par exemple la condamnation à mort d'un écrivain par un imam disparu dès lors que le régime de ses héritiers s'est trouvé presque à nos côtés contre Saddam le nouveau démon? Que l'imam Khomeiny repose ou non en paix, il reste que sa «fatwa» de février 1989 condamnant Salman Rushdie à mort pour blasphème contre l'islam n'a pas été levée. L'écrivain est toujours invisible et vit caché sous la protection de Scotland Yard. Déroutant ses amis, Rushdie annonçait à la fin de l'an passé qu'il renouait avec la foi de son enfance. Voulait-il attendrir les fanatiques de Téhéran? Mauvaise stratégie: les leaders religieux réaffirmaient «l'irrévocabilité» de la sanction. Qu'on en finisse avec ce renégat, tuez-le vite! disait en substance cette triste bande, doublant dans sa divine foulée la récompense promise au sicaire. La tête de Rushdie vaut aujourd'hui deux millions de dollars.

Que sa déclaration d'allégeance soit le résultat de la lassitude, d'un calcul, d'une capitulation ou encore d'un mouvement sincère ne change rien à l'affaire. La question de son attitude religieuse, de sa foi, ressort du domaine privé et ne regarde que lui. Au demeurant, les «décus», comme Rushdie l'a déclaré, «devraient essayer de se mettre dans ses chaussures». L'homme qui n'a plus le droit d'user ses chaussures sans risquer à tout moment d'être frappé dans le dos vit une situation tragique. Coupé des siens, Salman Rushdie a dédié son dernier livre\* à son fils Zofar, douze ans. Zofar parle souvent avec son père au téléphone,

mais ne l'a plus vu depuis qu'il se cache pour échapper aux justiciers de l'Imam Khomeiny et de ses successeurs. Dans le livre, Haroun demande: «A quoi servent des histoires qui ne sont même pas vraies?»

Depuis février 1989, elles peuvent au moins servir à se faire tuer. Aujourd'hui que les mollahs ont versé un peu d'eau dans leur gnole diplomatique et que Saddam a remplacé l'Imam dans nos représentations mentales de l'incarnation du Mal, il semble que le cas de l'écrivain Salman Rushdie n'intéresse plus grand monde. Ce monde occidental, précisément, bras armé du «droit international» et qui penche de plus en plus fort du côté du «droit d'ingérence» au nom des bonnes raisons humanitaires a repris ses relations diplomatiques avec l'Iran. Comme si la «fatwa» de février 1989 condamnant Rushdie à mort n'enfreignait plus les lois internationales et devenait, sinon moralement acceptable, du moins diplomatiquement tolérable. Guerre du Golfe aidant, la Grande-Bretagne elle-même a rétabli partiellement ses relations diplomatiques avec Téhéran en septembre 1990. Entendra-t-on demain M. Rafsandjani déclarer qu'un compromis a été trouvé et que, sous certaines conditions, les intégristes pourraient se contenter d'une jambe brisée ou d'un œil crevé?

Si l'Occident a encore une cause à défendre qui ne sente pas le pétrole, c'est bien celle d'un écrivain de nationalité anglaise traqué et condamné à mort pour quelques passages d'un roman. Le cas Rushdie ne peut souffrir aucun compromis si nous attachons encore de la valeur au mot culture. A moins, bien sûr, que notre naïveté soit à la mesure de la puissance de feu déployée dans le Golfe au nom des grands principes et que l'Occident soit devenu méprisable.

J.-B. V.

\*«Haroun et la Mer des Histoires», traduit de l'anglais par J.-M. Desbuis. Bourgois Editeur.